*Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales
dans l'Europe médiévale*

Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales dans l'Europe médiévale

Conférences de l'année 2013-2014

Stéphane Péquignot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1720>

DOI : 10.4000/ashp.1720

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 158-161

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Stéphane Péquignot, « Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales dans l'Europe médiévale », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 146 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 07 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1720> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1720>

SOURCES ET MÉTHODES DE L'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DANS L'EUROPE MÉDIÉVALE

Maître de conférences : M. Stéphane PÉQUIGNOT

Programme de l'année 2013-2014 : I. *Introduction à l'étude des diplomaties et à l'histoire de la négociation au Moyen Âge*. — II. *La guerre civile catalane (1462-1472). Enquête sur la genèse et les transformations du Principat de Catalogne* (suite).

I. *Introduction à l'étude des diplomaties et à l'histoire de la négociation au Moyen Âge*

Une première partie du séminaire a porté sur les sources, les acteurs et les méthodes dont usent les pouvoirs aux XIII^e-XV^e siècles afin d'obtenir des informations actualisées concernant l'étranger. Leur possession joue un rôle important dans la conduite de la diplomatie, décisif même pour certaines négociations. La question a tout d'abord été envisagée en présentant un bilan historiographique des travaux menés sur l'espionnage dans l'Occident médiéval. Si, en 1980, Philippe Contamine déplorait que les espions fussent « des parents pauvres de la recherche »¹, quelques études ont depuis commencé à lever le voile sur leur identité et leurs activités². Les sources les nomment *exploratores*, en Italie *spiones* et *spie* dès le XIII^e siècle, « espies » en moyen français et en catalan, *Kundschafter* en Empire... Derrière un lexique en réalité plus riche encore, on devine des hommes et parfois des femmes aux origines géographiques variées, souvent étrangers, des trajectoires sociales difficilement réductibles à un profil-type, les liens hétérogènes entretenus avec les autorités destinataires. Le recours aux espions est l'objet de condamnations morales répétées, mais l'influent Végèce, puis Brunetto Latini, Gilles de Rome ou Christine de Pisan admettent qu'ils sont nécessaires, car le prince se doit d'être bien renseigné et protégé des menées adverses. De fait,

1. P. Contamine, *La Guerre au Moyen Âge*, Paris, 1980, p. 376, n. 2.
2. Ont notamment été discutés : P. Preto, « Le parole dello spionnaggio », *Lingua nostra*, LVI/4 (déc. 1995), p. 97-114; A. Cirier, « Diplomazia e retorica comunale : la comunicazione attraverso lo spionaggio politico nell'Italia medievale (secc. XII-XIII) », dans F. Latella, T. Sorrenti, R. Castano (éd.), *Comunicazione e propaganda nei secoli XII e XIII : atti del convegno internazionale, Messina, 24-26 maggio 2007*, Rome, 2007, p. 199-216; Ead., « La face cachée du pouvoir. L'espionnage au service d'États en construction en Italie à la fin du Moyen Âge (XIII^e-fin XIV^e siècle) », dans J.-M. Cauchies, A. Marchandisse (éd.), *L'envers du décor : espionnage, complot, trahison, vengeance et violence en pays bourguignons et liégeois. Rencontres de Liège (20 au 23 septembre 2007)*, Neuchâtel, 2008, p. 7-28; J. Holzapfl, *Kanzleikorrespondenz des späten Mittelalters in Bayern : Schriftlichkeit, Sprache und politische Rhetorik*, Munich, 2008; S. Józwiak, « Spionage zur Zeit des polnisch-litauischen Krieges gegen den Deutschen Orden 1409-1411 », dans W. Paravicini, R. Petruskas, G. Vercamer (éd.), *Tannenberg - Grunwald - Žalgiris 1410 : Krieg und Frieden im späten Mittelalter*, Wiesbaden, 2012, p. 191-200; B. Walter, *Informationen, Wissen und Macht. Akteure und Techniken städtischer Außenpolitik. Bern, Straßburg und Basel im Kontext der Burgunderkriege (1468-1477)*, Stuttgart, 2012.

l'hypothèse d'une large diffusion des pratiques d'espionnage est confortée par l'historiographie récente. Dans certaines communes italiennes, à Sienne par exemple, l'activité est même institutionnalisée dès la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle. Des espions sont aussi dépêchés par des rois, par des princes, par des ordres militaires, les Teutoniques notamment, ainsi que par de nombreuses villes. Le phénomène devient mieux perceptible en temps de guerre. Plusieurs enquêtes permettent d'appréhender le travail des « hommes secrets », leurs déguisements, leurs méthodes de collecte des informations, les multiples voies empruntées pour les transmettre, *viva voce*, par lettres, en usant de *cedulae* glissées dans les correspondances plus officielles, parfois, de plus en plus souvent à partir du ^{xiv}^e siècle, avec des écritures cryptées. À l'issue de ce tour d'horizon bibliographique, les études de cas solides sur l'espionnage au Moyen Âge occidental se sont néanmoins avérées trop peu nombreuses ; les synthèses l'occultent ou lui réservent une place mineure entre les espions des grands Empires, romain, byzantin ou autres, et le développement de systèmes de renseignements plus solidement institutionnalisés à l'époque moderne¹. Il s'agit donc assurément d'un champ de recherches où il reste encore beaucoup à explorer.

Malgré la discrétion inhérente aux activités de collecte et de transmission des informations, les sources susceptibles d'éclairer les pratiques d'espionnage ne sont pas rares. Une typologie provisoire en a été présentée et discutée. Elle comporte des chroniques, des ouvrages de réflexion politique ou stratégique, des actes normatifs en Italie (*statuti* des communes, lois des Républiques), des pièces comptables, des correspondances diplomatiques, des rapports d'informateurs, des procès intentés aux espions, etc. Le principal obstacle pour l'analyse n'est donc pas l'absence de sources, mais la difficulté à réunir des ensembles documentaires diversifiés et fournis pour des périodes ou des espaces déterminés.

Une dizaine de séances ont été ensuite consacrées aux travaux de renseignement qui, de 1436 à 1445, permettent à certaines villes catalanes et roussillonnaises d'être tenues informées des mouvements de gens d'armes en France, singulièrement en Languedoc. Dans les territoires frontaliers de la Couronne d'Aragon, éprouvés au siècle précédent par les incursions des « grandes Compagnies », on craint en effet depuis la paix d'Arras en 1435 la venue des « écorcheurs », réputés pour leurs dévastations. L'intérêt aigu pour les événements du royaume voisin est surtout perceptible dans des correspondances bien fournies et pour l'essentiel inédites. L'analyse a tout d'abord porté sur des lettres adressées aux conseillers de Barcelone par des villes exposées (Puigcerdà, Perpignan, Vielha), par des officiers du nord de la Catalogne, de Cerdagne, du Roussillon, ou bien, directement, par des individus désireux d'informer la cité. Des suppliques adressées par la capitale catalane au roi et à ses représentants, des mandements à ses émissaires ou des lettres à des autorités tierces rapportent d'autres échos encore du royaume Valois. Ces flux épistolaires irréguliers s'intensifient lorsque la menace des gens d'armes en rupture de solde paraît plus vive, en 1438, en 1440, à la fin de l'année 1442, à l'hiver 1444-1445.

1. F. Dvornik, *Origins of intelligence services. The ancient Near East, Persia, Greece, Rome, Byzantium, the Arab muslim empires, the Mongol empire, China, Muscovy*, New Brunswick (N.J.), 1974; W. Krieger, *Services secrets : une histoire, des pharaons à la CIA*, Paris, 2013.

L'examen des lettres a permis de montrer que les autorités du Nord et, par contre-coup, Barcelone, sont très bien informées sur les mouvements de troupes en France. Les nouvelles (*noves, novelles, ardots*) proviennent de sources multiples. Perpignan, le châtelain du Val d'Aran et Puigcerdà dépêchent des *espies*, Barcelone entretient à ses frais au-delà des Pyrénées « des personnes sûres, qu'elle a pour espions parmi les gens de France ». Des Catalans ou des Roussillonnais voyageant dans le pays voisin ou y possédant des contacts fournissent de précieuses informations aux autorités de leur ville. Des renseignements sont également livrés par des étrangers aux motivations variées, nullement contradictoires : liens personnels avec des individus originaires de la Couronne d'Aragon, intérêts du commerce, souci du maintien de la paix dans le Languedoc. Les différentes phases du travail effectué par les informateurs ont aussi retenu l'attention : la collecte, la mise en écriture, la sélection d'informations, la synthèse, la formulation d'avis explicites. D'un rapport à l'autre, l'économie narrative peut varier de façon considérable, du simple bulletin de nouvelles à la préconisation argumentée de mesures défensives. Enfin, si la qualité des renseignements sur les gens d'armes s'avère donc remarquable, leurs effets sont assez paradoxaux. Ils éveillent d'abord l'alarme et favorisent une forme d'union sacrée, mais, bien vite, ils mettent à l'épreuve le système politique de la Couronne, accroissent les tensions pré-existantes entre le pouvoir royal et des villes contraintes à verser des subsides pour assurer la défense du territoire, entre des cités qui elles-mêmes possèdent des intérêts contradictoires. Aux *Corts* d'Ulldecona-Tortosa (septembre 1442-février 1443), dont on a étudié le *proceso*, l'information sur l'étranger devient ainsi un argument polémique, un facteur de dissensions.

Parmi les correspondances, on a retrouvé une version catalane de « l'ordonnance perdue » du roi de France Charles VII relative aux gens d'armes (1445). Cette pièce inédite a été identifiée, datée et analysée en détail durant le séminaire. Elle sera publiée très prochainement, accompagnée d'une étude.

II. La guerre civile catalane (1462-1472). Enquête sur la genèse et les transformations du Principat de Catalogne

Plus brève, la seconde partie du séminaire a permis de prolonger et d'élargir l'étude engagée précédemment sur la « guerre civile catalane » (1462-1472). Les protagonistes du conflit, le roi Jean II d'Aragon et ceux qui le dénoncent comme « ennemi de la chose publique », accordent dans leurs écrits une grande importance à l'expression « Principat de Catalogne ». À la suite de ce constat, l'enquête a été réorientée dans le but de faire l'histoire de cette notion et des usages auxquels elle a pu donner lieu, depuis ses premières apparitions jusqu'à la guerre civile. Après un bilan historiographique détaillé, dans lequel ont notamment été présentés et discutés plusieurs travaux de Michel Zimmermann et de Flocel Sabaté, les occurrences du « Principat » et d'autres termes voisins ont été recherchées de façon systématique dans des typologies documentaires variées. Dans cette perspective, l'on a notamment examiné les testaments des rois, leurs traités avec des autorités étrangères et des correspondances diplomatiques éditées, les *procesos* et les chapitres des subsides confectionnés à l'occasion des *Corts* de Catalogne, le *Procès* intenté par le roi d'Aragon Pierre IV le Cérémonieux

contre son cousin Jacques III de Majorque, puis certains textes historiographiques pris comme témoins, la *Crònica* de Ramon Muntaner, la *Crònica de San Juan de la Peña*, le *Llibre* de Pierre IV, les *Històries e conquestes del realme d'Aragó e principat de Catalunya* de Pere Tomic et le *Sumari d'Espanya* de Berenguer de Puigpardines. Les documents et les extraits les plus significatifs ont été commentés en détail.

Cette première partie de l'enquête, qui sera poursuivie l'année prochaine, a d'ores et déjà permis d'aboutir à des résultats intermédiaires. Jusqu'au milieu du xiv^e siècle environ, il existe bien un *princeps* pour la Catalogne, mais la notion de Principat ne paraît guère employée. Sous réserve d'autres découvertes, elle surgit en fait dans le procès ouvert en 1342 par Pierre IV contre Jacques III de Majorque. Les juristes du roi d'Aragon l'utilisent alors comme une construction juridique. Ils intègrent le Roussillon dans le Principat de Catalogne, ce qui doit contribuer à légitimer les revendications de Pierre IV sur le royaume majorquin. Très rapidement toutefois, à partir de 1350, la notion de « Principat de Catalogne » figure aussi de façon régulière dans la documentation des *Corts*. Elle renvoie alors moins à un espace juridictionnel censé reconnaître l'autorité du prince qu'à un territoire représenté par les états, les *braços*. Enfin, dans les dernières années du xv^e siècle, le Principat est sous la plume de Pere Tomic un cadre structurant dans l'histoire de la Catalogne, non plus pour légitimer des rois, mais des lignages nobles. La notion est donc polysémique, ambivalente. Depuis le deuxième tiers du xiv^e siècle, l'histoire complexe de ses usages est étroitement liée à celle des conceptions du territoire et des rapports de pouvoir au sein de la Couronne d'Aragon.